

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes in Africa



MEDIA MONITORING

17 September 2015

GENERAL NEWS

Développement: L'Afrique se doit d'intensifier l'intégration de ses activités économiques

COMMUNIQUE

Source:

<http://www.webmanagercenter.com/actualite/economie/2015/09/16/166273/developpement-l-afrique-se-doit-d-intensifier-l-integration-de-ses-activites-economiques>

16 Septembre 2015 - Le forum African Caucus a récemment réuni, à Luanda (Angola), une vingtaine de ministres des Finances et quatorze gouverneurs des Banques centrales d'Afrique.

A l'ouverture du conclave, le vice-président d'Angola, Manuel Vicente, a affirmé que le développement durable était inexistant dans un contexte de pauvreté. Et que les pays africains devaient avoir une vision plus globale et intégrée de la diversification de l'économie fondée sur des chaînes de valeur, nationales et régionales, dans des secteurs potentiellement concurrentiels. «Nous devons apporter davantage de valeur ajoutée à nos ressources, que ce soit dans nos activités directement productives, ou à travers des infrastructures et activités complémentaires ou de support, telles que les systèmes de transport et les télécommunications ou les systèmes bancaires et financiers gérant les pôles intégrés de développement».

Selon un rapport sur la compétitivité en Afrique publié cette année, la faiblesse des infrastructures est l'un des facteurs expliquant la faiblesse de la diversification et la compétitivité très réduite de l'économie en Afrique.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

La consultation des gouverneurs sur des thématiques telles que les perspectives économiques régionales, la transformation et la diversification économiques, le combat contre les flux financiers illicites en vue d'améliorer la mobilisation de ressources internes et les sauvegardes environnementales et sociales, ont constitué les panels de discussion au long de la journée d'ouverture de la rencontre.

Le forum Caucus Africain a été créé en tant qu'antichambre des Assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale afin que ces deux organismes discutent du Mémorandum qu'ils présenteront lors de la Réunion de haut niveau des institutions de Bretton Wood.

Le Caucus Africain a été créé dans le but d'éviter qu'au sein de l'Assemblée annuelle du FMI et de la BMI, les gouverneurs africains présentent, de forme isolée, les problèmes économiques et financiers qui affligent leur pays.

Demain, un humain sur quatre sera africain: pour le meilleur ou pour le pire?

ETUDE

Source: Jeune Afrique

Par Alain Faujas

16 Septembre 2015 - D'ici à 2050, la population du continent va augmenter de 111 %, pour atteindre 2,5 milliards d'habitants.

Aujourd'hui, un homme sur six vit en Afrique. En 2050, ce sera un sur quatre, si l'on en croit l'étude « Tous les pays du monde » publiée le 9 septembre par l'Institut national d'études démographiques (Ined), à Paris. Sur le continent, c'est une explosion qui est en cours. On dénombre 1,17 milliard d'Africains mi-2015. Ils seront 2,47 milliards en 2050 et peut-être 4,4 milliards en 2100.

Ce quasi-quadruplement est d'autant plus spectaculaire que la population mondiale passera seulement de 7,3 à 9,8 milliards d'habitants en 2050 et stagnera autour de 11 milliards à la fin du siècle. Car la croissance démographique de la planète ralentit : « En cinquante ans, elle a diminué de moitié », explique Gilles Pison, auteur de l'étude ainsi que de l'ouvrage La Démographie mondiale (éd. Rue des Écoles, 2015). Le freinage est général, sauf en Afrique. C'est le continent qui se peuple le plus vite.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

D'ici à 2050, il aura 1,3 milliard d'habitants supplémentaires, soit une progression de 111 %. Les deux Amériques compteront 234 millions d'habitants en sus (+ 24 %), la peuleuse Asie 927 millions (+ 21 %), la petite Océanie 19 millions (+ 47 %), et la vieille Europe, elle, en perdra 14 millions, soit un recul de 1,9 %.

Une démographie africaine hétérogène

Mais toute l'Afrique ne sera pas logée à la même enseigne. Les deux zones les plus industrialisées, l'Afrique australe et l'Afrique septentrionale, connaîtront la progression la moins forte, respectivement de 14 millions (+ 22 %) et 170 millions d'habitants (+ 77 %) – surtout en raison des booms de la natalité en Égypte et au Soudan.

En revanche, l'Afrique centrale peut s'attendre à 229 millions d'âmes en plus (+ 154 %), l'Afrique occidentale à une hausse de 435 millions (+ 125 %) et l'Afrique orientale de 453 millions (+ 117 %).

Si l'on considère les prévisions par pays, les bouleversements ne sont pas moins spectaculaires. Les cinq pays les plus peuplés aujourd'hui sont le Nigeria (182 millions d'habitants), l'Éthiopie (98 millions), l'Égypte (89 millions), la RD Congo (73 millions) et l'Afrique du Sud (55 millions). En 2050, le classement sera le suivant : Nigeria (397 millions), RD Congo (194 millions), Éthiopie (165 millions), Égypte (162 millions) et Tanzanie (129 millions).

Les progressions seront impressionnantes. Le Nigeria gagnera 215 millions d'habitants, la RD Congo 121 millions, la Tanzanie 77 millions, l'Éthiopie 67 millions et l'Ouganda 64 millions. Si l'on considère les taux de croissance, le Niger ouvrira la marche avec une progression de 260 % (record mondial), suivi du Mozambique (+ 184 %), du Burundi (+ 180 %), de la Zambie (+ 171 %) et du Tchad (+ 170 %).

La croissance démographique, bénédiction ou malédiction ?

C'est l'indice de fécondité qui explique cette poussée. Comme le souligne l'étude de l'Ined, la moyenne mondiale s'établit à 2,5 enfants par femme, quand la moyenne africaine demeure à 4,7. Seize pays africains connaissent un taux de fécondité supérieur à 5 enfants par femme, et les huit pays les plus féconds du monde, avec 6 enfants ou plus par femme, se trouvent tous en Afrique : le Niger, encore une fois, est champion du monde (7,6), suivi du Soudan du Sud (6,9), de la RD Congo et de la Somalie (6,6), du Tchad (6,5), de la Centrafrique (6,2), de l'Angola (6,1) et du Burkina Faso (6).

Cette croissance démographique peut être une bénédiction pour l'Afrique si les bras et les cerveaux qui s'y multiplient trouvent un emploi pour faire fructifier les richesses du

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

continent. Ce pourrait être une malédiction si les économies du continent demeuraient fondées sur la rente de leur sous-sol et sur le secteur informel.

Alors que l'ONU met la dernière main à ses Objectifs de développement durable (ODD) pour 2030, la communauté internationale ferait bien de donner la priorité au financement d'un développement africain « vigoureux, inclusif et durable », selon son mantra du moment, pour accueillir cette immense jeunesse.

DRC

Dissidents expelled from Congo ruling coalition – minister

NEWS STORY

Source: Reuters

By Aaron Ross

Kinshasa, 16 September 2015 - Seven senior political figures were kicked out of Democratic Republic of Congo's ruling coalition on Wednesday for signing a letter urging President Joseph Kabila not to cling to power after his term expires next year, a minister said.

Minister of Parliamentary Relations Tryphon Kin Kiey Wa Mulumba said the political bureau of the presidential majority, a coalition of parties aligned with Kabila's party in parliament, had expelled the seven men, who include the planning minister and the first vice president of the National Assembly.

"The seven signatories of the anti-Kabila memo have excluded themselves from the presidential family, the political bureau of the majority decides," Kin Kiey tweeted.

Planning Minister Olivier Kamitatu told Reuters that members of the G7, a grouping of parties within the coalition, had walked out of an emergency meeting in the capital Kinshasa called in response to the letter when the majority refused to consider the issues they had raised.

Kabila, in power since the assassination of his father, President Laurent Kabila, in 2001, is required by the constitution to step down next year, but critics accuse him of seeking to extend his rule.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

RDC: la coalition au pouvoir éclate

NOUVELLE

Source: BBC Afrique

Sept hauts dirigeants politiques ont été expulsés de la coalition au pouvoir en République démocratique du Congo après avoir écrit au président pour lui demander de ne pas s'accrocher au pouvoir.

16 Septembre 2015 - Ces responsables de formations politiques alliées au Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), avaient déjà interpellé le chef de l'État en février dernier.

La constitution congolaise limite le nombre de mandats à deux et de ce fait Kabila ne devrait se représenter.

Mais le Chef de l'Etat s'est refusé jusque-là à tout commentaire sur sa candidature éventuelle.

Les dirigeants du groupe de partis politiques, connu sous le nom de G7, ont mis le président Kabila en garde contre la violation de la constitution qui, selon eux, pourrait déstabiliser la RDC.

La lettre a été notamment signée par Yves Mobando-Yogo, vice-président du Mouvement social pour le renouveau, l'un des plus grands alliés du PPRD et par Olivier Kamitatu, président de l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC) et ministre du Plan.

Mardi, il y a eu de violents affrontements dans la capitale Kinshasa à l'issue d'un rassemblement contre le projet éventuel de Kabila de briguer un troisième mandat.

RDC: divorce consommé au sein de la majorité à 14 mois de la présidentielle

NOUVELLE

Source: TV5 Monde

16 Septembre 2015 - Le président congolais Joseph Kabila a démis mercredi [16 septembre 2015] de leurs fonctions au sein de l'exécutif deux chefs de partis frondeurs

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

de la majorité au pouvoir à Kinshasa, consommant un divorce qui couvrait depuis de longs mois, à un peu plus d'un an de la date prévue pour la présidentielle.

Selon deux ordonnances lues à la télévision publique, le chef de l'État a révoqué son conseiller spécial en matière de sécurité, Pierre Lumbi, et démis de ses fonctions le ministre du Plan, Olivier Kamitatu.

M. Lumbi est le chef du Mouvement social pour le renouveau (MSR), deuxième parti de la Majorité présidentielle (MP) soutenant M. Kabila. M. Kamitatu est le chef d'une formation plus modeste, l'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC).

Le MSR et l'ARC appartiennent à une plate-forme désormais connue sous le nom de "G7" regroupant sept partis de la majorité ayant soutenu jusque-là M. Kabila mais l'ayant mis en garde, d'abord en février, puis dans une lettre ouverte publiée lundi, contre la tentation de s'accrocher au pouvoir.

M. Kabila est à la tête de la République démocratique du Congo depuis 2001 et la Constitution lui interdit de briguer un troisième mandat lors de la présidentielle prévue pour la fin du mois de novembre 2016.

A l'approche de cette échéance, le climat politique est très tendu en RDC, tout particulièrement depuis la répression meurtrière en janvier de violentes manifestations hostiles au pouvoir à Kinshasa et dans plusieurs villes du pays.

Mardi, un rassemblement d'opposition s'est terminé par de violents heurts entre la foule et un petit groupe d'assaillants identifiés comme des partisans du chef de l'État.

Réélu lors d'un scrutin entaché d'irrégularités massives en 2011, M. Kabila entretient le doute sur ses intentions et son avenir politique.

L'opposition et une partie de la majorité accusent son clan de comploter pour lui permettre de rester en poste au-delà du terme de son mandat, par exemple en retardant les échéances électorales.

Dans leur lettre de lundi, les dirigeants du G7 mettaient en garde le chef de l'État contre la "stratégie suicidaire" consistant selon eux à entretenir la "confusion" sur la "tenue des prochaines élections", ce qui "conduit l'écrasante majorité des Congolais à la conviction qu'il y a des intentions inavouées de ne pas respecter la Constitution".

- 'Manquement grave' -

Ils demandaient à M. Kabila de préparer l'alternance au sein de la majorité afin que celle-ci puisse conserver le pouvoir après 2016, sans lui.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Les ordonnances présidentielles lues à la télévision reprochent en des termes similaires à MM. Lumbi et Kamitatu d'avoir manqué gravement à leur devoir.

"Si le manquement grave est d'en avoir appelé ouvertement au respect de la Constitution, j'accepte que c'est un manquement, et j'en tire les conséquences. Je constate effectivement que les doutes exprimés par le G7 se vérifient", a réagi à l'AFP M. Kamitatu.

Mercredi matin, une réunion houleuse du bureau politique de la MP s'est tenue à Kinshasa. Les représentants du G7 ont décidé de la quitter, poussant plusieurs caciques de la majorité à proclamer leur "auto-exclusion".

Selon une source proche du G7, l'objectif dans les prochains jours va être de "compter les hommes" pour tâcher de faire émerger une "nouvelle majorité", tâche ardue dans un pays sans vieille tradition démocratique où l'opposition apparaît régulièrement fragmentée par les querelles de personnes et les débauchages orchestrés par le pouvoir.

Semblant ne rien ignorer de ces difficultés, le bureau politique du MSR a publié dans la soirée un communiqué exhortant "tous [ses] membres et cadres" à faire preuve de "vigilance, de solidarité et de courage politique" avant de conclure: " Peuple congolais, lève-toi, cette affaire te concerne."

Interrogée par l'AFP, Ève Bazaiba, secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC - un des principaux partis de l'opposition), a déclaré à l'AFP : "Il n'est pas trop tard pour bien faire, nous pouvons faire beaucoup ensemble".

Autre dirigeant en vue de l'opposition, le président de l'Union pour la Nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, a adressé sur son compte Twitter ses "félicitations au G7 qui vient de s'assumer".

RDC: les partis du G7 comptent 78 sièges à l'Assemblée nationale

NOUVELLE

Source: Radio Okapi (RDC)

16 Septembre 2015 - Les sept partis du G7, signataires de la lettre au président de la République, comptent septante-huit sièges sur plus de trois cents que compte la Majorité présidentielle à l'Assemblée nationale.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Ces formations politiques, à savoir : le MSR, ARC, Unafec, Unadef, ADP, PDC et ACO "se sont auto-exclus", selon Lambert Mende s'exprimant au nom du bureau politique de la famille politique du chef de l'Etat, mercredi 16 septembre, pour avoir réclamé, dans leur lettre, la tenue des élections dans les délais constitutionnels afin de parvenir à l'alternance démocratique en 2016.

Le Mouvement social pour le renouveau (MSR) que pilote Yves Mobando Yogo, sous l'autorité morale de Pierre Lumbi, vient en tête des partis frondeurs de la Majorité présidentielle avec environ trente-deux députés nationaux.

L'Alliance pour le renouveau du Congo (ARC) d'Olivier Kamitatu Etsu aligne quinze élus nationaux tandis que l'Avenir du Congo (ACO) de Dany Banza Maloba en compte neuf.

L'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec), parti cher à Gabriel Kyungu wa Kumuanza et le Parti démocrate chrétien (PDC) de José Endundo alignent chacun huit députés à l'Assemblée nationale.

Frappée également de l'auto-exclusion de la MP, l'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) de Mwando Nsimba ont cinq sièges à la chambre basse du Parlement alors que l'Alliance des démocrates pour le progrès (ADP) compte un seul député.

Le G7 de la Majorité a également des responsables au sein d'autres institutions du pays notamment à la présidence de la République et au gouvernement.

Dans sa lettre, le G7 a par ailleurs critiqué le dernier arrêt de la Cour constitutionnelle qui conditionne le lancement du processus électoral par l'organisation prioritaire des élections des gouverneurs des vingt-et-une nouvelles provinces pour lesquelles le gouvernement n'a pas prévu de budget.

Ces frondeurs ont également dénoncé des « manœuvres inavouées » pour ne pas respecter la constitution, imputant à la Majorité une « stratégie suicidaire ».

RDC: l'ONU réclame la libération de deux militants de Filimbi

NOUVELLE

Source: Jeune Afrique

Les Nations unies ont demandé mardi à Kinshasa "la libération immédiate" de deux jeunes militants de la société civile congolaise, six mois jour pour jour après leur arrestation.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

16 Septembre 2015 - « En l'absence de preuves, nous demandons la libération immédiate de Bauma et de Makwambala », indique le compte Twitter de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco), en citant José Maria Aranaz, responsable des droits de l'homme pour l'ONU dans le pays.

Fred Bauma et Yves Makwambala sont poursuivis par la justice congolaise pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État après avoir participé à une conférence de presse avec des mouvements citoyens sénégalais et burkinabè.

Jusqu'à présent, aucune preuve n'a été apportée hormis la confession des deux hommes que leur avocat a tenté de faire rejeter à deux reprises pour avoir été obtenue sous la contrainte, souligne un responsable onusien.

« Les cas d'Yves Makwambala et de Fred Bauma seront très importants pour faire une évaluation de l'indépendance de la justice. Il faut voir si elle est vraiment indépendante ou s'il y a une corruption politique qui va affecter la décision », a déclaré à RFI José Maria Aranaz.

Un contexte politique très tendu

Yves Bauma et Fred Makwambala avaient été détenus pendant plus de 40 jours avant d'être déférés à la justice au début du mois de juin.

Leur procès se tient dans un contexte politique très tendu en RDC, où de nombreux opposants ou militants de la société civile ont été arrêtés depuis le début de l'année, après la répression meurtrière de manifestations hostiles au pouvoir. Une situation qui inquiète l'ONU.

« Nous avons déjà constaté une tendance préoccupante à des restrictions de l'espace politique surtout dans les activités de la société civile mais aussi pour les partis de l'opposition », a indiqué José Maria Aranaz

Mardi 15 septembre, une personne a été grièvement blessée lors de violents heurts ayant éclaté en marge d'un rassemblement de l'opposition à Kinshasa.

RDC: le MSR soutient Pierre Lumbi après sa révocation du cabinet de Joseph Kabila

NOUVELLE

Source: Radio Okapi (RDC)

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

17 Septembre 2015 - Le Mouvement social pour le renouveau (MSR) soutient son président Pierre Lumbi et le G7, groupe de sept partis politiques exclus de la Majorité Présidentielle pour avoir demandé dans une lettre ouverte au président Kabila le respect absolu de la constitution pour l'organisation des élections.

Dans un communiqué signé mercredi par Yves Mobando, vice-président et Laurent Simon Ikenge, porte-parole, le MSR qui compte trente-deux députés à l'Assemblée nationale a salué la «lutte que mène Pierre Lumbi depuis plusieurs décennies pour la fondation et l'émergence d'un Etat de droit en République démocratique du Congo (RDC).»

Le parti réaffirme en outre son « soutien indéfectible au G7 » dans son combat pour le respect de la constitution et des valeurs républicaines et démocratiques.

Pierre Lumbi, ancien conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de sécurité a été limogé de ses fonctions mercredi en même temps que le ministre du Plan, Olivier Kamitatu, lui aussi signataire de la lettre ouverte à Joseph Kabila.

«Nous avons appris que notre président national a été remercié. Nous n'avons rien à dire la dessus, sauf que nous le soutenons parce qu'il défend les valeurs pour lesquelles nous avons fondé ce parti : la moralité dans la vie politique et l'émergence d'un Etat de droit au Congo », affirme le porte-parole du MSR, Laurent-Simon Ikenge.

Il indique que son parti va «laisser le temps au temps» pour décider s'il va basculer dans l'opposition ou pas.

«Le bureau politique de notre parti ne fonctionne pas et ne réagit pas sous émotion. Il va apprécier la situation et le moment venu, il va prendre la décision qui s'impose. Je ne vois pas si nous allons verser dans l'opposition mais je crois que nous constituons une force et nous pouvons aussi rester nous-mêmes au centre avec les amis qui acceptent d'engager ce combat pour nous autour de l'idéal républicain et des valeurs démocratiques», ajoute Laurent-Simon Ikenge.

Concernant le sort des ministres du MSR au gouvernement, il appelle aussi à laisser «le temps au temps».

« Réunion indigne »

Gabriel Kyungu wa Ku Mwanza, l'un des ténors du G7 qui a pris part à la réunion du bureau politique de la MP réuni mercredi à Kinshasa pour débattre de la lettre ouverte à Kabila, affirme que cette rencontre s'est transformée en tribunal.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

« La réunion avait un seul point à l'ordre du jour : la lettre que le G7 a adressé au chef de l'Etat. Au lieu d'étudier le fond de la lettre, on s'est lancé dans une sorte de tribunal et de réquisitoire, pour tenter de nous juger ou nous humilier. Nous, G7, nous avons jugé cette réunion indigne de nous. C'est ainsi que la réunion s'est terminée en queue de poisson », relate le président national de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec).

Concernant la décision de leur exclusion, il affirme «attendre la suite des événements»

«Eux, ils ont parlé de l'auto-exclusion, nous attendons la suite. Il y a toute une procédure quant à ce», a expliqué Kyungu wa Kumwanza.

Sur le sort des ministres issus des rangs de ce qui est aujourd'hui le G7, il déclare :

«Au gouvernement c'est clair. Celui qui les a amenés au gouvernement [peut] leur demander de le quitter. C'est normal.»?

ANGOLA

Rights groups accuse Angola of crackdown after activist jailed

NEWS STORY

Source: Reuters

By Herculano Coroado

Luanda, 16 September 2015 - Rights groups accused Angola's government on Wednesday of using the legal system to crack down on critics, after an activist was jailed for six years on charges of stirring rebellion.

Jose Marcos Mavungo was found guilty on Monday of an "attack on the sovereignty of the Angolan state" as prosecutors accused him of trying to encourage his restive oil-producing home region of Cabinda to fight for independence.

"It was a political judgment ... The trial is a serious violation of the basic principles of the democratic state of law," Sizaltina Cutaia, a rights activist at the Open Society in Angola, told Reuters.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Amnesty International called the conviction a "blatant violation of freedom of expression". Mavungo, who had denied the charge, is the latest in a string of activists and protesters who have been jailed in recent months.

There was no immediate response from the government of Africa's second largest crude exporter.

Its permanent representative to the U.N. said on Monday it respected human rights. "Those who seek to underestimate the progress made in this field in Angola, they do so in bad faith," Apolinario Correia added in a statement.

Mavungo was arrested in March 14, the day he planned to lead a protest in Cabinda against "poor governance and human rights violations". He has been a supporter of a peaceful campaign for the independence of the northern exclave.

"RIDICULOUS SENTENCE"

At the trial he was accused of being linked to men found with explosives on the day of the rally, which was eventually canceled.

"There was no proof of this act of rebellion... It is a ridiculous sentence, pathetic and meaningless," defense lawyer Luis dos Nascimento told Reuters.

Angola has worked to rebuild its reputation since a 27-year civil war ended in 2002 and it is now China's biggest trading partner in Africa and the second largest for the United States.

Painful memories of the war and the best funded security forces in Africa have helped keep the peace, though there have been growing signs of public anti-government sentiment.

A halving of oil prices last year has piled hardships on Angolans as the kwanza currency plummeted and government slashed public spending in one of the most unequal societies in the world.

Cabinda has suffered sporadic unrest during a four-decades-long battle for independence from Angola by rebels from The Front for the Liberation of the Enclave of Cabinda.

Oil output from wells off the coast of Cabinda, which is sandwiched between the Democratic Republic of Congo and the Republic of Congo, represents more than half of the around 1.8 million barrels per day produced by Angola.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Centrafrique: l'ONU s'inquiète de l'éviction de personnes déplacées à Bangui

NOUVELLE

Source: Centre d'actualités de l'ONU

New York, 15 Septembre 2015 - Le Coordonnateur humanitaire des Nations Unies en République centrafricaine, Aurélien A. Agbénonci, s'est déclaré fortement préoccupé par l'éviction de 114 personnes déplacées du site de Saint Jean Gabaladja, dans la capitale Bangui le 12 septembre.

« Je tiens à exprimer ma profonde préoccupation concernant l'éviction de ces 114 personnes », a déclaré M. Agbénonci dans un communiqué de presse publié lundi. « Tout mouvement de population déplacée doit être fondé sur une décision volontaire par les personnes concernées afin d'assurer les meilleures conditions de sécurité et de respect de la dignité des personnes affectées, conformément aux règles et principes du droit international humanitaire et de la Convention de Kampala ».

Une solution temporaire a été trouvée pour reloger les 46 ménages sur le site de déplacés de Benzvi. Une assistance humanitaire leur a également été fournie pour leur réinstallation.

Dans le même temps, leurs tentes ont été démantelées sur le site avec le soutien de la police locale. Cette décision a été expliquée par la volonté de rouvrir l'école de Saint Jean de Gabaladja.

Selon l'ONU, à Bangui, neuf autres sites de déplacés, abritant plus de 2.700 personnes, sont menacés d'éviction. Il reste 31 autres sites dans la capitale, qui accueillent 27.315 personnes déplacées au total.

Au cours des dernières années, le pays a connu une crise politique majeure qui affecte la quasi-totalité de la population. Environ 2,7 millions de personnes, plus de la moitié de la population, ont un besoin urgent d'une assistance.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

IMF Executive Board Approves US\$11.8 Million Disbursement under the Rapid Credit Facility for the Central African Republic

NEWS STORY

Source: PR News Wire

15 September 2015 - On September 14, 2015, the Executive Board of the International Monetary Fund (IMF) approved SDR 8.355 million (about US\$11.8 million) in financial assistance for the Central African Republic (C.A.R.) under the Rapid Credit Facility (RCF)¹ to assist the authorities to meet urgent balance of payments of needs and to support the authorities' emergency economic recovery program. The Board's decision enables the disbursement of the full amount (15 percent of C.A.R.'s quota at the IMF) and follows a disbursement of SDR 5.57 million (about \$7.9 million) under the RCF in March 2015 (see Press Release No. 15/292).

The C.A.R. authorities continued their efforts to improve security conditions, promote an inclusive domestic political dialogue and move forward with their economic program supported by the Fund and the international community. Reflecting a prudent spending policy, the government covered its key obligations, remained current on wage and debt service payments, and avoided accumulating arrears in salaries and pensions. They also implemented most of their quantitative and policy objectives under their economic program, including strengthening the institutional framework to enhance financial governance, appointing the head of the Treasury and accounting unit, enhancing revenue collection, and rationalizing the wage bill. Looking forward, economic prospects for 2016 are positive, with real GDP growth being projected at 5.7 percent, but risks remain high, including a protracted transition and lower external support.

Given the progress that was made in policy implementation under the authorities' economic program, the new financial assistance will help the C.A.R. authorities to continue with implementation of a set of economic and structural policies aimed at restoring macroeconomic stability, achieving fiscal consolidation, and strengthening the capacity of the C.A.R. government. This new disbursement would also help the authorities address their urgent balance of payments needs and enable an orderly shift to the post-transition phase that should start after the elections.

Following the Executive Board's discussion, Min Zhu, Deputy Managing Director and Acting Chair, said:

“The Central African Republic is gradually recovering from a major political and security crisis in 2013 that led to the collapse of the economy and a humanitarian crisis. In recent months, improved security conditions enabled the restoration of state authority in

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

most regions of the country. The intensified domestic inclusive political dialogue was instrumental in laying out a schedule toward crucial elections that could end the political transition before year-end. On the economic side, the authorities are implementing their emergency reform program with donor support.

“Under challenging circumstances, the authorities have been rebuilding capacity, strengthening treasury and budget management, and reforming the civil service as well as the business environment. Reflecting fiscal prudence, they kept spending in line with available resources, clearing all outstanding wage arrears, and ensuring regular salary and pension payments to civil servants. Looking forward, mobilizing additional revenues, improving public finance management, returning to normal budget procedures, strengthening debt management, and preserving debt sustainability will be important.

“Economic prospects for 2016 look encouraging, but risks remain high, including a protracted political transition and lower external support. Public finances will remain under pressure, and comprehensive plans adopted to enhance revenue collection and further reform the wage bill are expected to facilitate the transition to the post-emergency phase. Continued external financial and technical assistance will remain critical for the economy to lift growth prospects and reduce poverty.

“The Fund will continue to play a key role in coordinating international efforts in support of the government's economic, financial, and social strategies to step-up growth and promote inclusive social development and peace.”

1 The RCF (<http://www.imf.org/external/np/exr/facts/rcf.htm>) provides immediate financial assistance with limited conditionality to low-income countries with an urgent balance of payments need. In this context, the economic policies of a member receiving RCF financing are expected to address the underlying balance of payments difficulties and support policy objectives including macroeconomic stability and poverty reduction. Financing under the RCF carries a zero interest rate, has a grace period of 5.5 years, and a final maturity of 10 years. The Fund reviews the level of interest rates for all concessional facilities every two years.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Le commerce du bois entre la France et la Centrafrique à l'origine d'un déplacement de population?

ANALYSE

Source: Epoch Times (<http://www.epochtimes.fr/le-commerce-du-bois-entre-la-france-et-la-centrafrique-a-lorigine-dun-deplacement-de-population-7838.html>)

17 Septembre 2015 - Parmi les nombreuses raisons des afflux de migrants provoqués par les guerres civiles, celle du commerce du bois en Centrafrique est une nouvelle occasion d'agir pour la France. La République centrafricaine est en effet toujours déchirée par une violente guerre civile qui a causé le déplacement de centaines de milliers de personnes depuis 2013. En cause, des milices armées terrorisant la population et financées pour l'exportation du bois vers l'Europe, notamment vers la France et l'Allemagne. Selon l'organisation de préservation des forêts tropicales Sauvons la forêt, la réglementation contre le commerce illégal de bois doit être renforcée au niveau français et européen.

Depuis l'afflux des migrants aux portes de l'Europe et l'impossibilité sur le long terme de pouvoir les accueillir, les pouvoirs publics français parlent de plus en plus de solutions locales pour régler les problèmes de migration à l'origine. Les migrants d'Afrique et du Proche-Orient fuient en effet des guerres civiles, ainsi que la pauvreté, mais il peut être étonnant d'apprendre que certains déplacements de population sont provoqués par des commerces de matières premières avec la France et l'Europe.

Dans sa pétition Pas d'importation de bois au prix des forêts tropicales l'ONG Sauvons la forêt se base sur une étude de l'organisation Global Witness qui accuse des sociétés forestières européennes de participer au financement des milices en important du bois de Centrafrique. Selon Global Witness, les groupes armés centrafricain auraient « reçu de la part d'entreprises européennes 3,4 millions d'euros en 2013 et 127 000 d'euros en 2014 ». En ajoutant plus loin, que « la France et l'Allemagne sont particulièrement impliquées dans le commerce du bois centrafricain : 20 % des exportations vont vers la France, 32 % vers l'Allemagne ».

Les entreprises forestières sont [en] effet rackettées par des groupes armés et certaines pillées par les rebelles de la Seleka. Pour éviter ces méthodes contraignantes, elles ont, selon le rapport de Global Witness acheté leur sécurité en finançant la présence de forces armées issues des rangs des milices. Une information confirmée par le groupe d'experts sur la République centrafricaine mandaté par le Conseil de sécurité des Nations unies notant dans un rapport de juillet 2014 que « des

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

entreprises forestières ont payé des commandants de la Seleka jusqu'à 6 000 dollars par mois pour la protection de leurs installations à Bangui ».

D'après un article du journal Le Monde publié en juillet 2015, la pratique est courante depuis des décennies, et l'exemple du Liberia à l'époque de Charles Taylor ou celui du Cambodge sous les Khmers rouges ont montré que l'industrie forestière avait déjà financé des régimes sanguinaires. Mais s'il existe une réglementation internationale de certification des diamants dite « processus de Kimberley » – qui permet d'exclure toute marchandise liée à un conflit, rien de comparable n'est aujourd'hui appliqué au commerce du bois.

Selon le site de Sauvons la forêt, le financement des milices continuent encore aujourd'hui en Centrafrique. Elles continuent à terroriser la population par la violence – en particulier dans les forêts du sud-ouest du pays, les poussant à quitter la région. C'est le sens de leur pétition demandant à la France et l'Union Européenne (UE) de « stopper l'importation de bois en provenance de République centrafricaine et de renforcer au niveau national et européen la réglementation contre le commerce de bois illégal ».

Si le commerce illégal de matières premières avec l'Afrique cesse, les guerres civiles pourraient s'arrêter également faute de financement. Cela permettrait la perte de l'emprise des groupes armés sur les populations et une meilleure protection des ressources naturelles. Une situation souhaitée en théorie par la France et l'UE mais qui souffre de l'omniprésence sur le terrain d'autres puissances telles que la Chine, bien moins regardante sur le respect des règles internationales.

KENYA

Kenya Holds 3 Women for Allegedly Trying to Join Extremists

NEWS STORY

Source: Associated Press

16 September 2015 - A court in the Kenyan coastal city of Mombasa has authorized police to detain three women for 30 days as detectives investigate allegations they tried to join the Somali Islamic extremist group al-Shabab.

Magistrate Diana Mochache said the women could be held while police carry out investigations. Court documents said when the three suspects were arrested

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Wednesday they possessed a laptop, mobile phones, military boots, surveillance equipment and other devices.

Kenya, which has a border with Somalia, has been attacked many times by al-Shabab, which opposes Kenya's military involvement in the Horn of Africa nation.

In April al-Shabab attacked a college campus in northeastern Kenya, killing at least 148 people.

SOUTH AFRICA

S. African Opposition Leader Warns Against Visit by Sudan's Bashir

NEWS STORY

Source: Voice of America

Peter Clottey

16 September 2015 - A prominent member of South Africa's opposition Democratic Alliance (DA) says the country faces a constitutional crisis if President Jacob Zuma invites Sudan's president to visit the country in December.

James Selfe, DA federal executive chairman, said Wednesday that it appeared the president and his administration were on a collision course with the country's courts.

His comments came after a court rejected a government appeal of a ruling that said the administration was wrong in allowing Sudan's Omar Hassan al-Bashir to leave the country following an African Union Summit in June.

Selfe said the opposition party welcomed the court's ruling.

"We think that is a triumph of rule of law, and we are very pleased that the courts have taken a principled position on this matter, because at the time we were outraged by the fact President al-Bashir was invited to South Africa," he said. "He arrived here in clear contravention to our obligations under the Rome Statute, and in clear breach of an act of parliament, which internalized the obligations of the Rome Statute."

He said the government acted in bad faith after a court in Pretoria ruled that Bashir should be prevented from leaving the country when he attended the African Union summit.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Selfe said the administration deliberately ignored the court's ruling by helping the Sudanese leader to leave.

'Wrong message'

Last month, Zuma defended his government's action, saying that Bashir had immunity as a guest of the African Union.

The African Union has often accused the Hague-based International Criminal Court of targeting African leaders. The ICC has indicted Bashir on war crimes and crimes against humanity charges in Darfur. South Africa is a signatory to the Rome Statute that established the ICC.

Local media quoted Zuma as saying he would travel to Sudan and would invite Bashir to visit South Africa before the end of the year.

Selfe said Zuma would yet again be violating the country's obligation to the Rome Statute if he invited the Sudanese leader to the country.

He said Zuma's action was provocative and sent the wrong signals both to South Africans and the international community.

"It sends out entirely the wrong message to the international community," Selfe said. "The other message that is being sent out is that we have courts in South Africa, that the courts are independent, that they are prepared to take on the executive, and that bodes well of our constitutional democracy.

"If the invitation goes ahead to President Bashir to visit South Africa in December, it is going to put the court against the executive, and I think that's going to constitute a constitutional crisis in South Africa," he said.

Béchet-Af.Sud: demande d'appel rejetée

NOUVELLE

Source: BBC Afrique

La justice sud-africaine a rejeté mercredi [16 septembre 2015] la demande du gouvernement de faire appel de la décision de justice qui lui avait ordonné d'arrêter le président soudanais Omar el-Béchet lors de sa visite en juin à Johannesburg, une décision que Pretoria avait ignorée.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

16 Septembre 2015 - Le président soudanais est inculpé par la Cour pénale internationale (CPI) de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide dans le conflit au Darfour (ouest du Soudan) qui a fait plus de 300.000 morts.

Il échappe à la justice internationale depuis 2009.

En juin, alors qu'Omar el-Béchet participait en Afrique du Sud à un sommet de l'Union africaine, un tribunal de Pretoria lui avait interdit de quitter le territoire, dans l'attente d'un jugement définitif.

Le gouvernement sud-africain n'avait cependant pas tenu compte de cet ordre et l'avait laissé reprendre son avion depuis une base militaire, provoquant une vive polémique.

"Nous estimons que la demande d'appel n'a pas de chance d'aboutir", a déclaré mercredi le juge Hans Fabricius de la Haute Cour de Pretoria.

Par conséquent, "la demande de faire appel a été rejetée, et l'Etat devra s'acquitter des frais judiciaires", a-t-il ajouté.

Le ministère de la Justice a indiqué qu'il allait étudier la possibilité de saisir la Cour suprême d'appel dans cette affaire.

"Nous allons compiler un dossier substantiel. Nous disposons de 20 jours pour le soumettre", a déclaré le porte-parole du ministère Mthunzi Mhaga.

Mardi, le président sud-africain Jacob Zuma a laissé la porte ouverte à une nouvelle visite de son homologue soudanais Omar el-Béchet, à l'occasion d'un sommet Chine-Afrique qui se tiendra en décembre à Johannesburg.

La semaine dernière, la CPI avait demandé à l'Afrique du Sud d'expliquer avant le 5 octobre "ses vues sur les événements entourant la présence d'Omar el-Béchet au sommet de l'Union africaine à Johannesburg les 13, 14 et 15 juin 2015".

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

SOUTH SUDAN

Machar meets Museveni in Khartoum over South Sudan peace deal

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

Khartoum, 16 September 2015 - The Ugandan president, Yoweri Museveni, has met with South Sudanese former vice-president and designated first vice president, Riek Machar, in the Sudanese capital, Khartoum, said SPLM-IO media official.

The meeting between the two leaders, according to Machar's spokesman, James Gatdet Dak, took place at around 4:00pm in Khartoum on Wednesday.

"Yes, the two leaders, Comrade Dr. Riek Machar and President Yoweri Museveni held a meeting on Wednesday at 4pm in the Sudanese capital," Dak told Sudan Tribune on Wednesday evening.

Although he did not provide details of the high profile engagement between the two, he said it was mainly on the implementation of the recently signed peace agreement to end the war in South Sudan, and particularly on implementation of security arrangements.

He said the meeting was a follow up of a previous meeting two weeks ago in the Ugandan capital, Kampala, between president Museveni and a high level delegation of the opposition faction of the Sudan People's Liberation Movement (SPLM-IO), led by deputy chairman, Alfred Ladu Gore.

"You know the peace agreement has provided for withdrawal of all foreign forces from South Sudan within 45 days from the date of the signing. This matter was discussed with the assurance from President Museveni that he will comply and pull out his troops from South Sudan," he said.

In Khartoum, the Sudanese foreign minister Ibrahim Ghandour denied that Machar's visit was linked to the visit of the Ugandan president, and refused to confirm the meeting between them.

But a Sudanese official told Sudan Tribune under the cover of anonymity that the meeting was organised by President al-Bashir to ease relations and build confidence between Museveni and Machar over the presence of Ugandan troops in South Sudan.

Also, another source close to the file said that it was Museveni who asked Bashir actually to arrange the meeting between him and Machar.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

During the meeting, Museveni extended an invitation to Machar to visit Kampala.

South Sudanese SPLM-IO has been accusing Ugandan People's Defence Force (UPDF) of directly interfering in the internal war in South Sudan, calling on them to withdraw from the country.

Dak also said the two leaders discussed other bilateral issues between the two parties, which he did not disclose, but said were in the interest of full implementation of the peace agreement and strengthened relations between the two countries.

The opposition leader's spokesman further said Sudanese rebels harboured in South Sudan and fighting alongside president Kiir's government will also be disarmed and repatriated back to Sudan, in accordance with the provisions of the peace deal.

Machar, he said, also met with president Omer Hassan al Bashir and discussed the importance of full implementation of the peace deal in South Sudan as the two neighbouring nations to the north and south of the young nation are key in the IGAD mediated peace deal.

S.Sudan helicopters attacked rebels: ceasefire monitors

NEWS STORY

Source: AFP

17 September 2015 - South Sudan's army used helicopter gunships to pound rebel positions, military monitors said Thursday, their first report detailing ceasefire violations since a peace deal was signed.

The army and rebels have repeatedly traded blame accusing each other of breaking an August 29 ceasefire deal, the eighth such agreement to have been signed since civil war broke out in December 2013.

Monitors from the regional East Africa bloc IGAD, which led efforts to negotiate the peace deal, said that on September 2, government helicopters attacked rebel positions outside Malakal, capital of the battleground oil-state of Upper Nile.

Monitors "witnessed the helicopter gunships flying towards and engaging" rebel forces on the west bank of the Nile, according to the report, which details violations up to September 9.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The army later fired on the rebel positions, with reports troops then crossed the river to stage a ground attack, the monitors added.

They recommended the government be condemned "in the strongest terms possible."

Malakal is under government control but has swapped hands many times in the nearly two-year-old war, and rebels are based just outside the town.

Despite the fighting, both sides say the political deal remains in place, and on Tuesday, President Salva Kiir said he was "fully committed" to ending the war.

But monitors warned continued fighting threatened the agreement.

"Any violation will negatively impact... the ongoing implementation of the compromise agreement signed by the warring parties," the report added.

The IGAD monitors also detailed attacks by rebel forces in Unity state, but which took place before the ceasefire was signed.

The world's youngest nation, South Sudan descended into bloodshed in December 2013 when Kiir accused his former deputy Riek Machar of planning a coup.

The violence has left tens of thousands of people dead and the impoverished country split along ethnic lines.

The United States on Tuesday requested that UN sanctions including a global travel ban and assets freeze be imposed on South Sudan's army chief Paul Malong and rebel commander Johnson Olony for their role in the continued fighting. Russia and Angola blocked that request.

South Sudan's Vice President to Attend UNGA 70th Summit In New York

NEWS STORY

Source:

<http://www.gurtong.net/ECM/Editorial/tabid/124/ctl/ArticleView/mid/519/articleId/17435/South-Sudans-Vice-President-To-Attend-UNGA-70th-Summit-In-New-York.aspx>

By Jok P Mayom

“The invitation of Ban Ki Moon for the meeting came only yesterday. The government has made the arrangement already and the delegated representative will be the country’s Vice President James Wani Igga”

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Juba, 16 September 2015 - South Sudan President, Salva Kiir Mayardit has delegated the Vice President, James Wani Igga to attend the United Nations General Debate of the 70th Session of the General Assembly (UNGA) scheduled for September 28th to October 06th 2015 in New York.

The purpose of the meeting as stated in the United Nation document seen by Gurtong is to “build international support for the implementation of the 26th August 2015 agreement on the resolution of conflict in the Republic of South Sudan.”

“The invitation of Ban Ki Moon for the meeting came only yesterday. The government has made the arrangement already and the delegated representative will be the country’s Vice President James Wani Igga” Ateny Wek Ateny, Press Secretary in the office of the President told Gurtong in an interview.

Ateny said the invitation for the meeting came on Monday when the Special Representative of the United Nation Secretary General (UN-SRSG), Margaret Ellen Loej delivered the letter to the President.

Ellen Margaret Loej, on Monday delivered the letter of the Secretary General of the United Nation Ban Ki Moon to President Kiir.

“The Secretary General of the United Nation is inviting His Excellency in his capacity as President of the Republic of South Sudan to attend and to speak at an event taking place in New York in the end of September” Loej told the press after delivering the letter.

“The Secretary General of the United Nation in that letter commended the President for signing the Comprehensive Peace Agreement. That event will be discussing the implementation of that agreement” Loej said.

According to the letter, Ban Ki Moon said the United Nation stands ready to work in close partnership with the South Sudanese in the implementation of recently peace agreement.

“In this connection, I have the Honour to invite you to a High-level meeting on South Sudan, to be held on 29 September 2015 from 9 a.m. to 12 p.m., in the margins of the seventieth session of the General Assembly. The meeting will be held at the Heads of State level with the aim of galvanizing the international community’s support for the implementation of the peace agreement,” reads part of the letter handed to President Kiir.

On the first day of the general debate, the Secretary-General will introduce his report on the work of the organization.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

“The speech at the General Assembly will be delivered by Wani Igga that is the speech of the President delivered by the Vice President” Ateny said.

Ateny did not explain why the President is delegating the Vice president but said the invitation came a bit too late.

Amongst others invited includes other political actors, Dr. Lam Akol for SPLM-DC, Dr. Riek Machar, Leader of SPLM-IO and Representative of the Former Detainees (SPLM Leaders).

Representatives of the splinter groups from the rebel camp led by Gabriel Changson and Peter Gatdet are also invited to attend.

It will follow the 15th September 2015 Opening of the 70th Session of the General Assembly, 25 September 2015 visit of His Holiness Pope Francis, and the 25th - 27th September 2015 Summit for the Adoption of the Post-2015 Development Agenda.

South Sudan: Aid Workers Say They Are Increasingly Targeted

NEWS STORY

Source: Associated Press

By Jason Patinkin

16 September 2015 - Aid workers in South Sudan are being attacked with greater frequency, a consortium of aid groups here said Wednesday.

There have been 37 robberies at aid agency compounds in the just last 90 days, said Brian McDonald, information manager for the NGO Forum. The NGO Forum's members are increasingly concerned about the safety of their staff, the consortium said in a statement Wednesday.

"We call on the South Sudan authorities to take the necessary steps to ensure the safety and security of NGO staff and assets in Juba and elsewhere in South Sudan," the statement said.

Last Thursday, robbers shot and killed Rombek Paul Mori of the group Action Against Hunger in a daytime break-in at the agency's compound in the capital, Juba.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Mori is the 30th aid worker killed in South Sudan since fighting broke out in 2013 between government troops loyal to President Salva Kiir and rebel forces led by former Deputy President Riek Machar.

Two female international aid workers reported being robbed and raped in Juba on September 6, according to an internal U.N. security report seen by The Associated Press.

Many aid workers in Juba live in high-walled compounds and are required to adhere to curfews at night. Earlier this year, the government passed a bill criticized by aid groups as restricting their activities.

Kiir and Machar signed a peace deal last month but both sides have since accused each other of launching attacks.

For victims of S. Sudan sexual abuse, rare help in Khartoum

ANALYSIS

Source: AFP

By Tom Little

16 September 2015 - Once the city where she spent a happy childhood, she has returned as one of some 190,000 South Sudanese seeking shelter in Khartoum from their country's brutal civil war.

Now Evalina -- not her real name -- has become one of the first South Sudanese women to seek counselling under a programme for victims of sexual violence run by the UN refugee agency (UNHCR) in the city.

Strapped for funding as money flows to other refugee crises around the world, the programme is not helping as many women as the agency would like.

But for Evalina it has been crucial in rebuilding her life.

"We are trying to support them as much as we can, especially with psycho-social care. They cannot absorb what has happened," said Angela Li Rosi, UNHCR's deputy head in Khartoum.

Slightly built and dressed in colourful printed robes, Evalina remembered how gunmen snatched her from South Sudan's Unity State in July last year.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

The 17-year-old was waiting near her home as her mother took her six younger brothers to a UN camp near Unity State's capital Bentiu. She didn't know whether the gunmen were soldiers or rebels, just that they were in military uniforms.

"They brought me into a military camp, a small camp, and I stayed there until a general or a brigadier in the army came," Evalina said quietly as she sat in the UNHCR office in Khartoum.

"They gave me to him."

- 'Perilous journey' -

Shut in a tent every day, she was "taken as the commander's wife," and released two months later only when fighting neared the camp. She found her family at the UN base, where she discovered she was pregnant.

South Sudan's conflict erupted in December 2013, when President Salva Kiir accused his former deputy Riek Machar of plotting a coup, setting off a cycle of violence that split the country along ethnic lines.

Tens of thousands of people have been killed and more than 600,000 have fled to neighbouring countries, the UN says.

Evalina gave birth to a daughter in April and shortly after her family joined the exodus and crossed the border, travelling 760 kilometres (470 miles) to Khartoum, where they had lived before South Sudan split from Sudan in 2011.

The majority of those fleeing to Sudan are women and children -- Evalina's father went missing last year.

"While they were taking the perilous journey they were probably faced with difficult situations, including physical assault," Li Rosi said.

UNHCR launched a programme with local NGOs in May to support those who suffered sexual violence in South Sudan.

So far they have assisted just eight South Sudanese women, and dozens more who have fled to Sudan from Ethiopia, Eritrea and Yemen.

Case worker Maria Sabir meets the women who arrive seeking help from the UNHCR and worked with Evalina.

After interviewing the women and arranging medical tests, Sabir refers them for counselling, which they receive twice weekly for three months.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Evalina's case is similar to the other South Sudanese who have come for treatment since May, she said.

- 'Funding competition' -

President Omar al-Bashir granted South Sudanese a special, non-refugee status allowing them freedom of movement.

Most have been housed in camps in White Nile state on the border, but others have travelled to other parts of the country, seeking better conditions.

The UN and its partners know there are likely more South Sudanese who have not come forward after reaching Khartoum and are struggling to identify them.

UNHCR has also faced difficulties mustering funding to cope with the influx of South Sudanese, limiting programmes such as the one that helped Evalina.

"The South Sudanese crisis came at a moment when there are a lot of other crises like Syria, Yemen," Li Rosi said. "There is funding competition".

Evalina's family returned to the Khartoum suburb they left in 2011, where a neighbour offered them free housing.

She was grateful for the counselling.

"I'm very happy with the treatment and I thank the team very much for their help," she says.

But with her brothers and sister to support, as well as her baby daughter, Evalina faces fresh hardships. She dreamt of studying to become a pharmacist but has struggled to find work to help feed the family.

Machar and Kiir signed another ceasefire on August 29 and have already accused each other of breaking it.

Even if there were lasting peace, Evalina said Khartoum seems preferable to Unity State, where her family home has been burned.

"If I go to the south I will go on a visit only," she said.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

«Nous venons en amis», les zones interdites du Soudan du Sud

REPORTAGE

Source: RFI

Par Elisabeth Lequeret

C'est un film qui nous entraîne dans un pays qu'on ne voit quasiment jamais au cinéma. Dans « Nous venons en amis », l'Autrichien Hubert Sauper, l'auteur du « Cauchemar de Darwin », explore le Soudan du Sud, livré à la convoitise des puissances étrangères (Europe, États-Unis, Chine...). Il livre un film coup-de-poing, doublé d'une réflexion sur le néocolonialisme.

14 Septembre 2015 - Quand il sort du cockpit de son minuscule avion, on croirait voir Tintin reporter... Mais il ne faut pas se fier aux apparences. Pour tourner Nous venons en amis, Hubert Sauper a travaillé pendant plus de six ans, six années pendant lesquelles il a sillonné de part en part le territoire soudanais, se posant dans des zones souvent interdites, bravant, caméra au poing, autorités et militaires de tous bords.

Son objectif ? Filmer le pillage du Soudan du Sud par les super puissances. Les images qu'il ramène de son périple sont hallucinantes. Il y a, par exemple, cette scène incroyable avec les ouvriers chinois d'une raffinerie. Ils vivent là depuis des mois, comme sur une planète étrangère, sans n'avoir jamais adressé la parole à un Africain.

Il y a aussi ces fonctionnaires de l'ONU, d'une insondable naïveté, ou encore ces missionnaires américains qui forcent des enfants soudanais en larmes à porter chaussures et chaussettes. « Nous venons en amis », c'est ce que dit le colonisateur au colonisé. Bien sûr, il faut l'entendre de façon ironique, mais la plus grande ironie du film, c'est cette réalité d'un autre siècle, qui soudain se déploie sous nos yeux.

Des ONG cambriolées au Soudan du Sud

NOUVELLE

Source: BBC Afrique

Le nombre d'attaques contre les travailleurs humanitaires au Soudan du Sud a augmenté significativement, selon des organisations humanitaires opérant dans le pays.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

16 Septembre 2015 - Le Forum des Organisations non-gouvernementales (ONG) a déclaré qu'il y a eu près de quarante cambriolages au cours des trois derniers mois.

La semaine dernière, un travailleur humanitaire a été tué lors d'un vol à son domicile à Juba, la capitale sud-soudanaise.

Au début de ce mois, deux femmes, membres du personnel d'une ONG ont été violées après le cambriolage de leur maison.

Une trentaine de travailleurs humanitaires auraient été tués depuis le début de la guerre civile en 2013.

SUDAN

Sudanese army conducts fresh air strike on rebel-areas in S. Kordofan: SPLM-N

NEWS STORY

Source: Sudan Tribune

16 September 2015 - The Sudanese army Wednesday carried out an air attack on two rebel-held villages in South Kordofan state where the bombs destroyed agricultural crops, said the Sudan People's Liberation Movement North.

An Antonov plane belonging to the Sudan Armed Forces (SAF) at 10:00am dropped 11 bombs on two villages in Boram County of South Kordofan/Nuba Mountains area. Troge village was hit by six bombs while five other bombs were dropped on Angolo village, said Arnu Ngutulu Lodi SPLM-N official spokesperson.

In a statement he extended to Sudan Tribune late on Wednesday, Lodi did not mention any human casualties but stressed that the attack "caused huge destruction of agricultural crops".

He further accused the regime of targeting areas inhabited by civilian population.

The SPLM-N says the Sudanese war planes target areas inhabited by civilians and destroy crops as part of a scorched earth policy aiming to deprive the rebel of any support of local population.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

On Sunday 13 September, the rebel group claimed that a Sudanese Mig jet fighter dropped three bombs on Um Serdiba area in Um Dorain County of South Kordofan. It pointed that the raid caused significant damage to agriculture farms.

The SPLM-N and two of its allies in Darfur region said ready for a cessation of hostilities in the war areas but called on Khartoum government to accept a pre-dialogue meeting proposed by the African Union to facilitate peace and an inclusive national conference on constitutional reforms.

President Omar Al Bashir's Delegation Meets Kikwete

NEWS STORY

Source: Sudan Vision

16 September 2015 - The Sudanese President Omar Al Bashir special envoy arrived in Tanzania yesterday to drum up support from President Jakaya Kikwete's to plead with the United Nations to repatriate its peacekeeping mission from the troubled Darfur.

Prof Ibrahim Ahmed Ghandour, the Minister for Foreign Affairs of the Republic of Sudan led President Al Bashir's special delegation when they met Tanzania's outgoing President Kikwete at the State House yesterday.

However, briefing reporters in Dar es Salaam shortly after the envoy met the President and Chama cha Mapinduzi (CCM) Secretary General Abraham Kinana in different occasions, Prof Ghandour said "It's high time the UN troops were withdrawn because the country was now stable."

He explained that the troubled country which witnessed years of violence managed to conduct a free and fair election and that peace dialogue with the neighboring South Sudan were progressing very well.

"The issue of national dialogue is also working well. Next month we will be discussing peace and security, economic issues and poverty alleviation," he said thanking Dr Kikwete for demonstrating willingness to support his government.

He meanwhile called on Tanzanians to seize investment opportunities especially in the area of oil, education, health and agriculture. According to the foreign affairs minister, Tanzania based business firm has recently been awarded a multi-billion shillings contract to import and supply petroleum products to Sudan.

Disclaimer:

This media monitoring is sent to you only for your information. The inclusion of the attached news items is not an endorsement of the Office of the Special Envoy of the Secretary-General for the Great Lakes Region in Africa or that of the United Nations Organization. Further use or distribution of this media monitoring must be guided accordingly.

Prof Ghandour made it clear that oil, mining and agriculture were the major areas that “brothers and sisters” from across Africa can invest.

The minister used the opportunity to wish the country a peaceful general election slated for October 25 this year.

Bernard Membe, Minister for Foreign Affairs and International Relations expressed Tanzania commitment at a press briefing to continue supporting Sudan to maintain peace and security in Sudan.